

COMMERCE INFORMEL À JIJEL

Silence, on squatte

En dépit de la récente campagne engagée par les pouvoirs publics pour la résorption du commerce de l'informel dans plusieurs villes du pays, force est de constater que des trottoirs et des espaces publics principalement dans les villes de Jijel et de Taher demeurent squattés par une «armée» de vendeurs à la sauvette au vu et au su de tous.

Une simple virée au quartier de Camp chevalier sur les hauteurs du chef-lieu de la wilaya nous renseigne sur l'ampleur de ce phénomène : une nuée de vendeurs à la sauvette ont érigé de baraques de fortune au milieu des trottoirs tout au long de la route longeant la cité administrative .

Un état de fait déplorable qui provoque des désagréments aux piétons qui ne savent plus à quel saint se vouer face à cet envahissement de l'espace public réservé aux piétons. Nous avons du mal à se frayer un chemin au milieu de ce souk à ciel ouvert : on trouve des sous-vêtement pour des femmes, des ustensiles de cuisine, des jouets pour enfants, des produits périssables exposés jusqu'à 16 heures. Différentes marchandises exposées sur des étals de fortune et parfois à même le sol.

Tirant profit de l'absence de l'Etat, agissant en caids de quar-

tiers, ces vendeurs à la sauvette dressent souvent des étals de fortune devant les devantures des commerces et parfois même devant le portail des maisons, ce qui pénalise lourdement les riverains qui ne cessent d'exprimer leur ras-le-bol face à ces squatteurs, qui agissent en toute impunité.

Par ailleurs, le visiteur du marché situé en plein centre-ville de Jijel sera frappé par l'anarchie qui règne en maîtresse des lieux : des produits périssables exposés jusqu'à une heure tardive de l'après-midi sur des cageots et des casiers en plastique et des marchandises exposées à même le sol au milieu de la chaussée. Une vraie pagaille générale, pour reprendre fidèlement l'expression d'un confrère.

De son côté, la ville de Taher, la troisième ville de la wilaya en matière de densité de population est fortement touchée par le commerce informel qui aura de beaux jours



Photo : DR.

devant lui face à l'absence totale de l'Etat. Les avis sont unanimes à dire que le village adoptif de feu Ferhat Abbas est le modèle type de l'anarchie organisée : le lieu de stationnement des bus desservant les lignes Taher-Chekfa, Djimar-Chehna situé à la sortie est de ladite ville s'est transformé en un souk à ciel ouvert avec la bénédiction des services de

contrôle et où on trouve des ustensiles de cuisine et des fruits et légumes.

Des vendeurs à la sauvette dressent leurs étals devant les accès de bus desservant la ligne Taher-Djimar, Taher-Chekfa, Taher-Zouitina. Les passagers ont du mal à se frayer un chemin au milieu de cette «Dlala» qui se tient quotidien-

nement sous le nez des agents de l'ordre. A quelques mètres de là, un particulier bénéficiant d'un projet d'investissement pour la réalisation d'une station-service a converti son terrain en parking payant. Une aubaine pour ce genre de rentiers qui imposent leur loi face à la déliquescence de l'Etat dans une ville dont le premier magistrat a du mal à se débarrasser d'une «Dlala» des portables qui se tient quotidiennement à un pas de son bureau. Le comble dans la gestion hasardeuse de cette commune dont le service technique trouve refuge dans le siège de la gare routière est la tenue du marché hebdomadaire de cette commune au milieu du chemin de wilaya 135 reliant la daïra de Taher à celle de chekfa. Un choix qui exprime la panne d'idées chez certains de nos élus qui se sont retrouvés accidentellement sur le strapon-tin du premier magistrat de la ville dans une République où l'incompétence et la médiocrité se conjuguent au présent.

Face à cette «Fawda monadama», des citoyens avec un grand C lancent un appel pour dire «Basta à cette mascarade»

Bouhali Mohamed Cherif

SÉTIF

Importante saisie de kif traité et de psychotropes

Les éléments de la Gendarmerie nationale du groupement de Sétif ont réussi un joli coup de filet en mettant la main sur une importante quantité de kif traité, plus de 11q, ainsi que des psychotropes, plus de 500 000 comprimés.

L'affaire remonte au 13 novembre dernier quand des informations sont parvenues aux éléments de la gendarmerie de la localité de Bir Hadada faisant état d'un vaste trafic de drogue dans la région d'Aïn Azel. Après avoir mis l'un des suspects sous étroite surveillance et confirmé sa détention de drogue, et après avoir bouclé toutes les issues pouvant permettre au dealer de s'enfuir, les gendarmes ont procédé à son interpellation.

La fouille du véhicule du suspect a permis de découvrir une quantité importante de psychotropes de marque Rivotril, estimée à 3 400 comprimés. L'enquête qui s'en est suivie a permis l'arrestation de quatre autres personnes, dont le four-nisseur principal, habitant à El Eulma, chez qui les gendarmes ont découvert 2 000 comprimés de psychotropes. Vu l'importance de ce vaste trafic, les enquêteurs ont été assistés dans leur tâche par plusieurs sections de recherches et d'interventions ainsi que par une brigade cynophile.

L'enquête les conduira dans la ville de Batna, où après avoir arrêté un autre suspect, la perquisition de son domicile a permis la découverte de 1165,800 kg de kif traité et 80 800 comprimés de psychotropes de marque Rivotril. La fouille du domicile d'un autre membre de la bande, qui demeure en état de fuite et qui est considéré comme le baron de ce trafic, permettra de mettre la main sur 43 326 plaquettes de Rivotril (comprimé de couleur rouge), équivalentes à 425 650 comprimés.

En attendant de mettre la main sur deux personnes en fuite, dont le principal instigateur de ce trafic, l'opération de la Gendarmerie nationale s'est soldée par l'arrestation de sept membres de la bande et la saisie de 1 165 800 kg de kif, et 511 860 comprimés de psychotropes ainsi que la saisie de 5 véhicules ayant servi dans ce vaste trafic.

Imed Sellami

SKIKDA

La cité Bel-Air en plein air !

Le comité de la cité Bel-Air, sur les hauteurs de la ville de Skikda, lance un énième SOS en direction des autorités locales sur l'impératif d'entretenir les trois immeubles datant de la colonisation (1956-1957).

Dans une correspondance adressée au wali le 4 août de l'année en cours, et dont nous détenons une copie, il est fait exhaustivement référence aux lacunes et à leurs conséquences sur le cadre de vie des habitants.

L'étanchéité défectueuse a obligé à la coupure d'électricité les jours de pluie en guise de prévention contre le danger d'électrocution. Il a été aussi décidé par les résidents d'évacuer les enfants dormant dans les chambres les plus exposées aux chutes de ciment des plafonds et murs. Les caves sont devenues, du fait du laisser-aller, un lieu où prolifèrent

rats et insectes, les eaux stagnantes et les odeurs nauséabondes. Les regards étant obstrués, ce qui a eu, selon toujours ladite correspondance, pour conséquence de provoquer un continuel déversement à ciel ouvert des eaux usées.

Le quatrième point signalé est relatif à la peinture des façades, la dernière datant de l'année 1988. Une situation qui a incité les rédacteurs de la missive à comparer leur immeuble à des grottes moyenâgeuses.

Le cinquième élément attentatoire à leur cadre de vie relevé a trait aux balcons, ceux-ci risquent de s'effondrer si jamais des travaux de réfection ne sont pas entamés dans les délais requis.

La situation n'a pas laissé de marbre le comité du quartier. En témoignent, selon toujours la missive, les correspondances transmises à la wilaya (février 2006, septembre 2008, février 2008 et août 2010) et à l'OPGI (novembre 2006,

octobre 2007, mai 2008, avril 2009 et octobre 2010). Ce n'est qu'en 2011 que du baume a été mis dans les cœurs des habitants de Bel-Air, à la faveur d'une visite des services techniques de l'OPGI.

Le recensement des carences sera à l'origine du lancement d'un avis d'appel d'offres pour le projet d'entretien et de réfection des terrasses et des caves des immeubles.

L'espoir n'a été que de courte durée : le 14 juillet 2012, dans le journal arabo-phone *An-Nasr*, est inséré un placard publicitaire annonçant l'annulation de l'appel d'offres ayant trait à 3 projets dont celui de Bel-Air.

Depuis cette date, les occupantes des logements de cette cité croisent les doigts pour qu'aucun problème n'empoisonne leur vie en plus des fréquentes perturbations touchant l'AEP et l'électricité.

Zaid Zoheir

CONDAMNATION À MORT À OUM EL BOUAGHI

Un repris de justice tue une voisine

La cour criminelle d'Oum El Bouaghi a condamné à mort, avant-hier, en session ordinaire, l'accusé principal et à des peines d'emprisonnement cinq personnes impliquées dans un meurtre à Khenchela.

Le procès, qui a duré plus de huit heures, a été suivi par les familles de l'accusé et de la victime, venues de Khenchela ; la cour d'Oum El Bouaghi chapeaute aussi cette wilaya.

Selon le procès de renvoi, les faits remontent à la fin de l'année 2011 quand un jour de repos, la petite Hadjar âgée de 14 ans, collégienne, est allée rendre visite à des parents.

Inquiets de son retard, ses parents sont partis à sa recherche, mais ils ne la trouveront nulle part. Hanté par la peur, le père signalera la disparition de Hadjar, sans cependant écarter aucune piste.

En plus des services de sécurité, tout le monde est allé à la recherche de Hadjar, mais vainement, aucun indice ne donnait l'espoir à sa famille de la retrouver.

Après plus de vingt jours de recherches, la nouvelle est tombée tel un couperet, le corps de Hadjar est retrouvé sans vie emballé dans un sac poubelle et dissimulé sous un amas de gravats et de sable jeté dans un coin d'une habitation en construction.

L'assassin a conduit la petite Hadjar à l'étage supérieur d'une bâtisse en construction où il a abusé d'elle avant de l'achever à coups de couteau.

Selon le médecin légiste, la fille a succombé des suites de ses blessures, une dizaine de coups lui ont été por-

tés. Dans ce drame qui a plongé toute la région de Khenchela dans une grande anxiété, l'auteur principal s'est fait assister dans sa salle besogne par cinq membres de sa famille.

La défense, assurée par un nombre d'avocats, n'a pu amener le juge à accorder les circonstances atténuantes aux prévenus.

Le verdict est tombé tard dans la nuit. Peine capitale pour l'accusé principal et des peines d'emprisonnement pour le reste des complices, dont deux frères et la mère de l'assassin.

Moussa Chtatha